

Loi n° 2014-29
portant première loi de finances
rectificative pour l'année 2014

*L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du lundi 27 octobre 2014,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :*

Article premier : *les dispositions de l'article 1^{er} alinéa II, III et IV de l'article 2, de l'article 3 alinéa I et II, des articles 4, 5, 6, 7, 16 et 19 de la loi n° 2013-07 du 18 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014 sont abrogées et remplacées par les suivantes :*

PREMIERE PARTIE:
CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER : DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES
ET AUX CHARGES

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article premier : **Evaluation et autorisation de perception des ressources.**

II- Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2014, à la somme de 2.242.350.000.000 de francs CFA conformément à l'annexe 1 de la présente loi.

IV- Les ressources totales du budget général sont prévues à 2.600.250.000.000 francs CFA.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 2 : *les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative pour l'année 2014, à la somme de 2.600.250.000.000 francs CFA conformément aux annexes 3, 4 et 5 de la présente loi.*

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES

ARTICLE 3 : Equilibre général du Budget

I - Pour l'année 2014, les ressources évaluées dans l'annexe 1 de la présente loi de finances rectificative, les plafonds des charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants ci-après :

En millions de francs :

A - OPERATIONS DONT LE TRESOR EST COMPTABLE ASSIGNATAIRE			
<i>A 1 - Recettes internes</i>		<i>A1 Dépenses sur recettes internes</i>	
<i>A 1-1 Recettes</i>			
<i>Recettes fiscales</i>	1 459 400	<i>Dette publique</i>	522 650
<i>Recettes non fiscales</i>	88 900	<i>Dépenses de personnel</i>	485 500
<i>Recettes Exceptionnelles</i>	104 000	<i>Autres dépenses courantes</i>	659 200
<i>Remboursements Prêts et avances</i>	3 000	<i>Dépenses en capital sur ressources internes</i>	575 000
<i>Dons budgétaires</i>	37 800		
Total recettes internes	1 693 100	Total dépenses sur recettes internes	2 242 350
<i>A 1-2 - Emprunts</i>			
<i>Emprunts</i>	549 250		
Total emprunts	549 250		
Total A = (A-1-1 + A 1-2)	2 242 350	Total A = (A1)	2 242 350
B - OPERATIONS DONT LE TRESOR N'EST PAS COMPTABLE ASSIGNATAIRE			
<i>B - Recettes externes</i>			
<i>Tirage Dons et emprunts</i>	357 900	<i>Dépenses en capital sur ressources externes</i>	357 900
Total B	357 900	Total B	357 900
TOTAL I = (A + B)	2 600 250	TOTAL I = (A + B)	2 600 250
2 - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
<i>Recettes</i>	85 610	<i>Dépenses</i>	85 610
TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 685 860	TOTAL BUDGET = (1 + 2)	2 685 860

II - Pour l'année 2014, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal pour un montant de 944.950.000.000 de FCFA.

Ces autorisations de programme (AP) sont reprises conformément à l'annexe 5 bis jointe à la présente loi.

ARTICLE 7 : Dépenses en capital sur ressources externes

I Les prévisions de tirage (emprunts et subventions), pour la loi de finances rectificative pour l'année 2014, affectées à des dépenses en capital financées sur ressources extérieures, sont évaluées à 357.900.000.000 de FCFA ainsi réparties :

- Emprunts	177 200 000 000 francs CFA
- Subventions	180 700 000 000 francs CFA

II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 4.434.189.000.000 de FCFA ainsi répartis :

- Emprunt	2 982 177 000 000 francs CFA
- Subvention	1 452 012 000 000 francs CFA

Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe 5 jointe à la présente loi. »

TITRE II : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 16: Respect des règles organisant les dépenses publiques

Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'engagement préalable et à l'existence d'une couverture financière suffisante, dans le respect des règles organisant les dépenses publiques.

Les modalités d'application des dispositions de cet alinéa, notamment le contenu de la notion de couverture financière et les conditions d'approbation des marchés publics, sont précisées par instruction du Ministre chargé des Finances.

L'agent de l'Etat, qui viole ces dispositions, est puni des peines applicables par la Cour des comptes, sans préjudice d'autres sanctions administratives prévues par la réglementation.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 17 du Code des Obligations de l'Administration, la personne qui conclut et exécute un contrat avec l'Administration sans s'assurer de l'existence de couverture financière suffisante, par la délivrance d'une attestation à cet effet, ou qui effectue des prestations pour le compte de l'Etat en violation manifeste des règles organisant les dépenses publiques, ne pourra obtenir le paiement de l'intégralité de sa créance.

DEUXIEME PARTIE :

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS DIVERSES

TITRE PREMIER : MOYENS DES SERVICES

A – BUDGET GENERAL

A-1 DEPENSES ORDINAIRES

ARTICLE 4 : Services votés

Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative pour l'année 2014, au titre des services votés réévalués des dépenses ordinaires, est fixé à la somme de 1.661.929.200.000 francs CFA conformément à l'annexe 3 et selon la répartition par titre suivante :

- Titre-1 Amortissement et charges de la dette publique	522 650 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses de personnel	485 500 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	347 673 174 490 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	306 106 025 510 francs CFA

ARTICLE 5 : mesures nouvelles

Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative pour l'année 2014, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 5.420.800.000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 3 dépenses de fonctionnement	4 111 000 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	1 309 800 000 francs CFA

Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe 4 de la présente loi.»

A –2 DEPENSES D'INVESTISSEMENT

ARTICLE 6 : Dépenses en capital sur ressources internes

I – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative pour l'année 2014, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement d'un montant de 575.000 000 000 francs CFA ainsi répartis :

- Titre 5: Investissement exécutés par l'Etat	180 471 902 594 francs CFA
- Titre 6: Transfert en capital	394 528 097 406 francs CFA

II – Il est ouvert pour la loi de finances rectificative 2014, au titre des dépenses en capital du budget général, des autorisations de programme d'un montant de 5 655 174 000 000 de francs CFA.

De même, lorsque des prestations ont été fournies à l'Administration en l'absence d'un marché public régulier, alors que l'application du Code des Marchés publics était requise, l'indemnité prévue à l'article 45 du Code des Obligations de l'Administration ne devra pas couvrir la totalité de la créance réclamée à titre de contrepartie.

ARTICLE 19 : Institution d'une contribution spéciale sur les produits des mines et carrières (CSMC)

Il est institué au profit du budget de l'Etat une Contribution Spéciale sur les Produits des Mines et Carrières (CSMC).

Cette contribution s'applique aux livraisons sur le marché intérieur, aux importations et aux exportations de substances minérales et fossiles visées à l'article 4 du Code minier et au ciment.

Sont exonérés de la CSMC :

- *Les produits des mines et carrières lorsqu'ils sont utilisés dans la production de biens soumis à cette même contribution ;*
- *les exportations de ciment.*

La base imposable est déterminée :

- *à la vente, par le prix de cession des produits livrés tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *à l'importation, par la valeur en douane augmentée de tous les droits et taxes liquidés par la Douane, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même ;*
- *dans tous les autres cas, par la valeur normale des produits tous frais et taxes compris, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la CSMC elle-même.*

Le fait générateur de la CSMC est constitué :

- *pour les substances extraites ou produites au Sénégal, par la première cession effectuée à titre onéreux ou à titre gratuit ou par la livraison à soi-même pour la consommation personnelle ;*
- *pour les substances importées, par la mise à la consommation matérielle ou juridique sur le territoire du Sénégal.*
- *pour l'or, le taux de la contribution spéciale est fixé comme suit :*
 - *4% pour l'année 2014 ;*
 - *3% pour l'année 2015 ;*
 - *2% à partir de l'année 2016.*
- *Pour les autres produits, le taux de la contribution est fixé à 3%.*

Les règles relatives à la liquidation, au recouvrement et au contentieux en matière de Taxe sur la valeur ajoutée s'appliquent à la CSMC.

ARTICLE 2 : Dispositions nouvelles

ARTICLE 20 : Prélèvement spécial sur le secteur des télécommunications (PST).

Il est institué, au profit du budget de l'Etat, une contribution dénommée «Prélèvement spécial sur le secteur des télécommunications (PST) ».

Le PST est exigible de tout exploitant de réseaux de télécommunications ouvert au public agréé par l'Etat du Sénégal.

L'assiette du PST est constituée du chiffre d'affaires hors taxes de l'exploitant, net des frais d'interconnexion réglés aux autres exploitants de réseaux de télécommunications ouverts au public.

Le taux du prélèvement est fixé à 1 %.

Le paiement du PST se fait sous forme de versements à effectuer dans les quinze premiers jours suivant la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur le montant trimestriel de l'assiette telle que définie à l'alinéa 3 du présent article.

Le recouvrement, le contrôle et le contentieux du prélèvement sont du ressort de la Direction générale des Impôts et des Domaines et se font dans les mêmes conditions et sous les mêmes garanties qu'en matière de taxes indirectes.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2014».

ARTICLES 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 : Modifications de certaines dispositions du Code général des Impôts

Article 21.- *A l'article 515 du code général des Impôts, les mots « , jusqu'au 31 décembre 2013 » sont supprimés.*

Article 22.- *A l'alinéa 2 de l'article 40, le montant « 5 000 000 francs » est remplacé par le montant « 20 000 000 francs ».*

Article 23.- *Au dernier tiret de l'article 408 du code susvisé, les mots « ex usine » sont remplacés par les mots « sortie usine ».*

Article 24.- *Le cinquième tiret de l'article 517 du code susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :*

« Art. 517.-

- soit par l'apposition de timbres mobiles ni couverts d'écritures, ni altérés ».*

(le reste sans changement)

Article 25.- *Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 395 du code susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :*

« Art. 395.-

2. *Le dispositif visé aux articles 396 à 399 du présent code a vocation à s'appliquer à titre transitoire :*

- c) jusqu'au 31 décembre 2014 pour les entreprises d'exportation, celles immatriculées au service en charge des grandes entreprises et les assujettis immatriculés au service en charge des moyennes entreprises ;*
- d) jusqu'au 31 décembre 2015 pour tous les autres assujettis. »*

2. *Les assujettis soumis au régime transitoire en vertu du paragraphe 1 du présent article ne peuvent bénéficier des dispositions prévues aux articles 390 à 394 du présent code. Toutefois, les entreprises d'exportation et celles immatriculées au service en charge des grandes entreprises peuvent opter pour le bénéfice des dispositions de l'article 393.2 du code sus-visé.*

Article 26.- *Les dispositions des articles 413 et 434 du code susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :*

« Art. 413.- *Le taux de la taxe est fixé à :*

a) *40% pour les alcools et liquides alcoolisés.*

En ce qui concerne les boissons alcoolisées, il est fait application, quel que soit le contenant, d'une taxe additionnelle déterminée comme suit :

- 1 500 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un titrage supérieur à 6° d'alcool pur et inférieur ou égal à 15° ;*
- 5 000 francs par litre d'alcool pour les alcools d'un titrage supérieur à 15° d'alcool pur.*

b) *3% pour les autres boissons et liquides. »*

« Art. 434.- *Le taux de la taxe est fixé à 45%. »*

Article 27 : Affectation de recettes

Est autorisée, dans les conditions fixées par convention, la titrisation de l'engagement financier de l'Etat résultant de l'exécution du Projet de mise à niveau des services de l'Administration territoriale et de la Police nationale, objet du contrat de partenariat conclu le 25 mars 2014 entre le Ministère de l'Intérieur et une société privée.

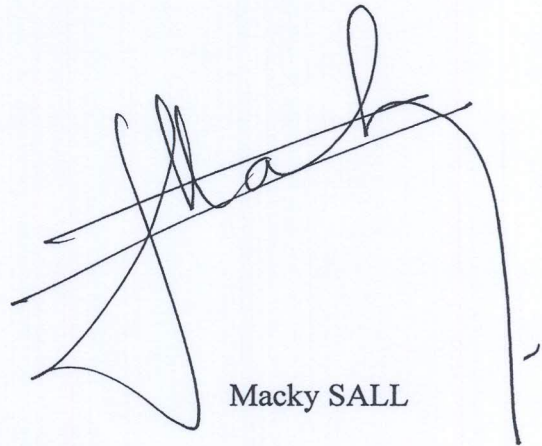
Cette opération porte sur le montant qui n'aura pas été remboursé au moment de la livraison de la totalité des équipements et travaux, objet dudit contrat.

Est également autorisée, l'affectation de la quote-part de l'Etat sur le produit des visas biométriques, à l'amortissement de la dette ainsi titrisée.

Les modalités d'application des dispositions du deuxième alinéa ci-dessus, qui couvrent toute la durée d'exécution du projet, sont fixées par instruction du Ministre chargé des Finances.

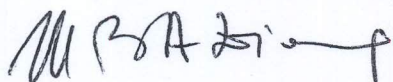
La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le **03 novembre 2014**



Macky SALL

Par le Président de la République
Le Premier Ministre



Mahammed Boun Abdallah DIONNE

ANNEXE 1

Prévisions des recettes du Budget général

En milliers de FCFA

	PREVISIONS LFI 2014	REALISATIONS AU 30 AVRIL 2014	PREVISIONS LFR 2014	ECARTS: LFI /LFR 2014	TAUX ECART
ARTICLE 71- RECETTES FISCALES					
Paragraphe 0711 - Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	171 200 000	45 100 000	169 900 000	-1 300 000	-0,76%
Paragraphe 0712 - Impôts sur les salaires et autres rémunérations	266 100 000	58 600 000	247 200 000	-18 900 000	-7,10%
Paragraphe 0713 - Impôts sur le patrimoine (droit d'enregistrement)	21 600 000	7 400 000	20 000 000	-1 600 000	-7,41%
Paragraphe 0714 - Autres impôts directs (dont CGU)	1 000 000	1 100 000	1 000 000	0	
TOTAL IMPOTS DIRECTS	459 900 000	112 200 000	438 100 000	-21 800 000	-4,74%
Paragraphe 0715 - Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	805 100 000	148 600 000	725 100 000	-80 000 000	-9,94%
Paragraphe 0716 - Droits de timbre et d'enregistrement	37 200 000	5 800 000	32 900 000	-4 300 000	-11,56%
Paragraphe 0717 - Droits et taxes à l'importation	236 400 000	40 700 000	234 000 000	-2 400 000	-1,02%
Paragraphe 0719 - Autres recettes fiscales	22 400 000	3 000 000	29 300 000	6 900 000	30,80%
TOTAL IMPOTS INDIRECTS	1 101 100 000	198 100 000	1 021 300 000	-79 800 000	-7,25%
071 - TOTAL RECETTES FISCALES	1 561 000 000	310 300 000	1 459 400 000	-101 600 000	-6,51%
ARTICLE 72 - RECETTES NON FISCALES					
Paragraphe 0721 - Revenu de l'Entreprise et du Domaine	13 000 000	2 600 000	16 900 000	3 900 000	30,00%
Paragraphe 0722 - Droits et frais administratifs	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0723 - Amendes et Condamnations pécuniaires	100 000	0	100 000	0	0,00%
Paragraphe 0724 - Produits financiers	56 800 000	200 000	56 800 000	0	0,00%
Paragraphe 0729 - Autres recettes non fiscales	2 000 000	100 000	15 000 000	13 000 000	650,00%
072 - TOTAL RECETTES NON FISCALES	72 000 000	2 900 000	88 900 000	16 900 000	23,47%
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 633 000 000	313 200 000	1 548 300 000	-84 700 000	-5,19%
074 - DONS PROGRAMMES	42 000 000	1 800 000	37 800 000	-4 200 000	-10,00%
076 - RECETTES EXCEPTIONNELLES	59 000 000	8 500 000	104 000 000	45 000 000	76,27%
729 - REMBOURSEMENT DE PRÊTS ET AVANCES (PRETS RETROCEDES)	3 000 000	0	3 000 000	0	0,00%
014 - EMISSIONS DE BONS DU TRESOR A PLUS D'UN AN	136 390 000	42 655 000	136 390 000	0	0,00%

016 - EMPRUNTS PROGRAMMES	50 000 000	0	50 000 000	0	0,00%
017 AUTRES EMPRUNTS	358 020 000	72 100 000	362 860 000	4 840 000	1,35%
Total emprunts	544 410 000	114 755 000	549 250 000	4 840 000	0,89%
TOTAL ARTICLES 74, 76, 729, 14, 16 et 17	648 410 000	125 055 000	694 050 000	45 640 000	7,04%
TOTAL RESSOURCES INTERNES (ARTICLES 71 - 72 - 76 - 29 - 14-16 et 17)	2 281 410 000	438 255 000	2 242 350 000	-39 060 000	-1,71%
012 - DONS PROJETS ET LEGS	181 000 000	0	180 700 000	-300 000	-0,17%
015 - TIRAGES SUR EMPRUNTS PROJETS	184 000 000	0	177 200 000	-6 800 000	-3,70%
TOTAL RESSOURCES EXTERNES (ARTICLES 12, et 15)	365 000 000	0	357 900 000	-7 100 000	-1,95%
TOTAL RESSOURCES BUDGET GENERAL	2 646 410 000	438 255 000	2 600 250 000	-46 160 000	-1,74%
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	85 610 000		85 610 000	0	0,00%
TOTAL RESSOURCES LOI DE FIN (Budget général + Comptes spéciaux du trésor)	2 732 020 000	438 255 000	2 685 860 000	-46 160 000	-1,69%



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
10 Dette Publique		
DETTE PUBLIQUE		
Dette Publique		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et deniers	523 410 000 000	522 650 000 000
Total Dette Publique	523 410 000 000	522 650 000 000
TOTAL DETTE PUBLIQUE	523 410 000 000	522 650 000 000
Total Général Section 10	523 410 000 000	522 650 000 000
21 Présidence de la République		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	4 837 127 540	4 837 127 540
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	9 197 538 000	9 958 085 157
Titre 4 - 21 Transferts courants	13 066 342 000	19 016 635 000
Total Budget de Fonctionnement	27 101 007 540	33 811 847 697
TOTAL BUDGET GENERAL	27 101 007 540	33 811 847 697
Total Général Section 21	27 101 007 540	33 811 847 697
22 Assemblée Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	8 566 571 440	8 566 571 440
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	7 468 345 000	7 468 345 000
Titre 4 - 22 Transferts courants	91 161 000	91 161 000
Total Budget de Fonctionnement	16 126 077 440	16 126 077 440
TOTAL BUDGET GENERAL	16 126 077 440	16 126 077 440
Total Général Section 22	16 126 077 440	16 126 077 440
23 Commission Electorale Nationale Autonome		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 4 - 23 Transferts courants	3 100 983 000	3 100 983 000
Total Budget de Fonctionnement	3 100 983 000	3 100 983 000
TOTAL BUDGET GENERAL	3 100 983 000	3 100 983 000
Total Général Section 23	3 100 983 000	3 100 983 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
24 Conseil Economique, Social et Environnemental		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1 782 000 000	1 782 000 000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	1 655 000 000	1 655 000 000
Titre 4 - 24 Transferts courants	347 087 000	347 087 000
Total Budget de Fonctionnement	3 784 087 000	3 784 087 000
TOTAL BUDGET GENERAL	3 784 087 000	3 784 087 000
Total Général Section 24	3 784 087 000	3 784 087 000
25 - Conseil Constitutionnel		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	207 528 000	207 528 000
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	128 370 000	128 370 000
Total Budget de Fonctionnement	335 898 000	335 898 000
TOTAL BUDGET GENERAL	335 898 000	335 898 000
Total Général Section 25	335 898 000	335 898 000
27 Cour Suprême		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	826 213 000	826 213 000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	915 956 000	915 956 000
Titre 4 - 27 Transferts courants	1 977 000	1 977 000
Total Budget de Fonctionnement	1 744 146 000	1 744 146 000
TOTAL BUDGET GENERAL	1 744 146 000	1 744 146 000
Total Général Section 27	1 744 146 000	1 744 146 000
28 Cour des Comptes		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	765 192 400	765 192 400
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	263 952 000	263 952 000
Titre 4 - 28 Transferts courants	900 000 000	900 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 929 144 400	1 929 144 400
TOTAL BUDGET GENERAL	1 929 144 400	1 929 144 400
Total Général Section 28	1 929 144 400	1 929 144 400



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
30 Primature		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	1 547 034 120	1 547 034 120
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3 416 874 000	3 416 874 000
Titre 4 - 30 Transferts courants	4 197 375 000	4 197 375 000
Total Budget de Fonctionnement	9 161 283 120	9 161 283 120
TOTAL BUDGET GENERAL	9 161 283 120	9 161 283 120
Total Général Section 30	9 161 283 120	9 161 283 120
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	17 200 370 340	17 421 493 946
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	21 969 921 000	21 878 275 320
Titre 4 - 31 Transferts courants	5 710 634 000	5 515 227 000
Total Budget de Fonctionnement	44 880 925 340	44 814 996 266
TOTAL BUDGET GENERAL	44 880 925 340	44 814 996 266
Total Général Section 31	44 880 925 340	44 814 996 266
32 Ministère des Forces Armées		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	67 122 237 060	68 006 852 712
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	23 575 688 000	24 825 688 000
Titre 4 - 32 Transferts courants	2 359 687 000	2 359 687 000
Total Budget de Fonctionnement	93 057 612 060	95 192 227 712
TOTAL BUDGET GENERAL	93 057 612 060	95 192 227 712
Total Général Section 32	93 057 612 060	95 192 227 712
33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	26 858 895 000	26 858 895 000
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10 450 214 000	9 823 765 200
Titre 4 - 33 Transferts courants	4 000 000 000	4 800 000 000
Total Budget de Fonctionnement	41 309 109 000	41 482 660 200
TOTAL BUDGET GENERAL	41 309 109 000	41 482 660 200
Total Général Section 33	41 309 109 000	41 482 660 200



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
34 Ministère de la Justice		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	17 565 489 640	17 565 489 640
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	5 842 967 000	5 191 550 900
Titre 4 - 34 Transferts courants	1 443 862 000	1 443 862 000
Total Budget de Fonctionnement	24 852 318 640	24 200 902 540
TOTAL BUDGET GENERAL	24 852 318 640	24 200 902 540
Total Général Section 34	24 852 318 640	24 200 902 540
35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	1 476 181 400	783 220 280
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	476 159 000	410 784 221
Titre 4 - 35 Transferts courants	254 920 000	174 155 000
Total Budget de Fonctionnement	2 207 260 400	1 368 159 501
TOTAL BUDGET GENERAL	2 207 260 400	1 368 159 501
Total Général Section 35	2 207 260 400	1 368 159 501
37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	0	740 970 780
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	0	81 188 313
Titre 4 - 37 Transferts courants	0	109 920 000
Total Budget de Fonctionnement	0	932 079 093
TOTAL BUDGET GENERAL	0	932 079 093
Total Général Section 37	0	932 079 093
38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 38 Dépenses de personnel	0	124 306 880
Titre 3 - 38 Dépenses de fonctionnement	0	358 583 498
Total Budget de Fonctionnement	0	482 890 378
TOTAL BUDGET GENERAL	0	482 890 378
Total Général Section 38	0	482 890 378



ANNEXE 3 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1 148 649 000	1 148 649 000
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	557 318 000	413 646 256
Titre 4 - 40 Transferts courants	183 447 000	183 447 000
Total Budget de Fonctionnement	1 889 414 000	1 745 742 256
TOTAL BUDGET GENERAL	1 889 414 000	1 745 742 256
Total Général Section 40	1 889 414 000	1 745 742 256
41 Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	563 731 940	563 731 940
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	385 220 000	194 333 200
Titre 4 - 41 Transferts courants	0	0
Total Budget de Fonctionnement	948 951 940	758 065 140
TOTAL BUDGET GENERAL	948 951 940	758 065 140
Total Général Section 41	948 951 940	758 065 140
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	1 984 484 140	1 984 484 140
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1 167 450 000	926 208 500
Titre 4 - 42 Transferts courants	6 807 126 000	6 637 650 500
Total Budget de Fonctionnement	9 959 060 140	9 548 343 140
TOTAL BUDGET GENERAL	9 959 060 140	9 548 343 140
Total Général Section 42	9 959 060 140	9 548 343 140
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	17 072 163 920	17 619 623 920
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	11 276 140 451	10 272 259 297
Titre 4 - 43 Transferts courants	1 871 840 780	2 561 100 780
Total Budget de Fonctionnement	30 220 145 151	30 452 983 997
TOTAL BUDGET GENERAL	30 220 145 151	30 452 983 997
Total Général Section 43	30 220 145 151	30 452 983 997



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	218 860 340	218 860 340
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	146 556 000	94 796 000
Titre 4 - 44 Transferts courants	7 533 082 000	7 533 082 000
Total Budget de Fonctionnement	7 898 498 340	7 846 738 340
TOTAL BUDGET GENERAL	7 898 498 340	7 846 738 340
Total Général Section 44	7 898 498 340	7 846 738 340
45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	1 325 669 280	1 325 669 280
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	419 916 000	318 716 092
Titre 4 - 45 Transferts courants	1 645 482 000	1 452 282 000
Total Budget de Fonctionnement	3 391 067 280	3 096 667 372
TOTAL BUDGET GENERAL	3 391 067 280	3 096 667 372
Total Général Section 45	3 391 067 280	3 096 667 372
46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1 357 587 740	1 366 048 740
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	523 448 000	377 823 721
Titre 4 - 46 Transferts courants	15 000 000	22 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 896 035 740	1 765 872 461
TOTAL BUDGET GENERAL	1 896 035 740	1 765 872 461
Total Général Section 46	1 896 035 740	1 765 872 461
47 Ministère de l'Industrie et des Mines		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	260 724 940	260 724 940
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	235 716 000	147 219 800
Titre 4 - 47 Transferts courants	917 920 000	917 920 000
Total Budget de Fonctionnement	1 414 360 940	1 325 864 740
TOTAL BUDGET GENERAL	1 414 360 940	1 325 864 740
Total Général Section 47	1 414 360 940	1 325 864 740



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
49 Min. Tourisme et Transp. Aériens		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	456 046 160	456 046 160
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	193 101 000	251 102 200
Titre 4 - 49 Transferts courants	1 020 877 000	915 377 000
Total Budget de Fonctionnement	1 670 024 160	1 622 525 360
TOTAL BUDGET GENERAL	1 670 024 160	1 622 525 360
Total Général Section 49	1 670 024 160	1 622 525 360
50 Ministère de l'Education Nationale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	201 431 863 040	201 431 863 040
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	121 982 836 000	117 103 610 500
Titre 4 - 50 Transferts courants	2 017 405 000	4 595 681 000
Total Budget de Fonctionnement	325 432 104 040	323 131 154 540
TOTAL BUDGET GENERAL	325 432 104 040	323 131 154 540
Total Général Section 50	325 432 104 040	323 131 154 540
52 Ministère des Sports		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1 047 142 120	1 026 870 120
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	1 919 240 000	1 730 051 117
Titre 4 - 52 Transferts courants	500 275 000	590 275 000
Total Budget de Fonctionnement	3 466 657 120	3 347 196 237
TOTAL BUDGET GENERAL	3 466 657 120	3 347 196 237
Total Général Section 52	3 466 657 120	3 347 196 237
53 Ministère de la Culture et de la Communication		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	810 297 160	863 251 160
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	457 167 000	333 903 814
Titre 4 - 53 Transferts courants	3 522 406 000	3 505 182 250
Total Budget de Fonctionnement	4 789 870 160	4 702 337 224
TOTAL BUDGET GENERAL	4 789 870 160	4 702 337 224
Total Général Section 53	4 789 870 160	4 702 337 224



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	35 879 390 760	35 879 390 760
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	10 325 170 000	7 997 047 840
Titre 4 - 54 Transferts courants	28 756 245 000	28 756 245 000
Total Budget de Fonctionnement	74 960 805 760	72 632 683 600
TOTAL BUDGET GENERAL	74 960 805 760	72 632 683 600
Total Général Section 54	74 960 805 760	72 632 683 600
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	1 198 090 000	1 218 362 000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	710 767 000	664 419 583
Titre 4 - 55 Transferts courants	1 334 900 000	1 467 540 000
Total Budget de Fonctionnement	3 243 757 000	3 350 321 583
TOTAL BUDGET GENERAL	3 243 757 000	3 350 321 583
Total Général Section 55	3 243 757 000	3 350 321 583
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	4 362 570 800	4 362 570 800
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	3 280 719 000	2 839 521 544
Titre 4 - 56 Transferts courants	851 290 000	851 290 000
Total Budget de Fonctionnement	8 494 579 800	8 053 382 344
TOTAL BUDGET GENERAL	8 494 579 800	8 053 382 344
Total Général Section 56	8 494 579 800	8 053 382 344
58 Min. Femme, Famille et Enfance		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	1 132 229 240	1 132 229 240
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1 010 318 000	735 445 000
Titre 4 - 58 Transferts courants	1 096 494 000	984 279 000
Total Budget de Fonctionnement	3 239 041 240	2 851 953 240
TOTAL BUDGET GENERAL	3 239 041 240	2 851 953 240
Total Général Section 58	3 239 041 240	2 851 953 240



ANNEXE 3 RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE (Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	6 897 962 060	6 897 962 060
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	7 420 858 000	7 064 679 670
Titre 4 - 59 Transferts courants	1 364 685 000	1 364 685 000
Total Budget de Fonctionnement	15 683 505 060	15 327 326 730
TOTAL BUDGET GENERAL	15 683 505 060	15 327 326 730
Total Général Section 59	15 683 505 060	15 327 326 730
60 Charges non Réparties		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	59 831 991 600	52 625 652 342
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	126 713 149 974	105 508 037 349
Titre 4 - 60 Transferts courants	96 617 603 220	77 627 492 480
Total Budget de Fonctionnement	283 162 744 794	235 761 182 171
TOTAL BUDGET GENERAL	283 162 744 794	235 761 182 171
Total Général Section 60	283 162 744 794	235 761 182 171
61 Ministère du Plan		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	567 372 000	114 219 000
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	307 585 495	144 035 448
Titre 4 - 61 Transferts courants	2 757 040 000	2 067 780 000
Total Budget de Fonctionnement	3 631 997 495	2 326 034 448
TOTAL BUDGET GENERAL	3 631 997 495	2 326 034 448
Total Général Section 61	3 631 997 495	2 326 034 448
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	1 702 474 000	1 702 474 000
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	626 211 000	471 890 000
Titre 4 - 62 Transferts courants	229 596 000	229 596 000
Total Budget de Fonctionnement	2 558 281 000	2 403 960 000
TOTAL BUDGET GENERAL	2 558 281 000	2 403 960 000
Total Général Section 62	2 558 281 000	2 403 960 000



ANNEXE 3
RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE
(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
63 Ministère des Postes et des Télécommunications		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	282 863 860	229 909 860
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	488 284 000	309 575 504
Titre 4 - 63 Transferts courants	1 021 370 000	920 000 000
Total Budget de Fonctionnement	1 792 517 860	1 459 485 364
TOTAL BUDGET GENERAL	1 792 517 860	1 459 485 364
Total Général Section 63	1 792 517 860	1 459 485 364
65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1 546 908 840	1 546 908 840
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	400 410 000	272 694 500
Titre 4 - 65 Transferts courants	18 613 571 000	18 613 571 000
Total Budget de Fonctionnement	20 560 889 840	20 433 174 340
TOTAL BUDGET GENERAL	20 560 889 840	20 433 174 340
Total Général Section 65	20 560 889 840	20 433 174 340
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	762 363 620	762 363 620
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	267 308 000	195 625 200
Titre 4 - 68 Transferts courants	381 822 000	381 822 000
Total Budget de Fonctionnement	1 411 493 620	1 339 810 820
TOTAL BUDGET GENERAL	1 411 493 620	1 339 810 820
Total Général Section 68	1 411 493 620	1 339 810 820
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 75 Dépenses de personnel	547 937 000	547 937 000
Titre 3 - 75 Dépenses de fonctionnement	2 991 286 000	2 673 071 500
Titre 4 - 75 Transferts courants	93 258 458 000	100 002 357 500
Total Budget de Fonctionnement	96 797 681 000	103 223 366 000
TOTAL BUDGET GENERAL	96 797 681 000	103 223 366 000
Total Général Section 75	96 797 681 000	103 223 366 000



ANNEXE 3

RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LFI 2014	LFR pour l'année 2014
		Réévaluation Services Votés
80 Min. Promotion Bne Gouv. et Relations avec Inst.		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 80 Dépenses de personnel	172 316 540	0
Titre 3 - 80 Dépenses de fonctionnement	300 050 000	133 837 241
Total Budget de Fonctionnement	472 366 540	133 837 241
TOTAL BUDGET GENERAL	472 366 540	133 837 241
Total Général Section 80	472 366 540	133 837 241
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 81 Dépenses de personnel	149 555 960	141 094 960
Titre 3 - 81 Dépenses de fonctionnement	120 000 000	44 430 089
Titre 4 - 81 Transferts courants	14 000 000	0
Total Budget de Fonctionnement	283 555 960	185 525 049
TOTAL BUDGET GENERAL	283 555 960	185 525 049
Total Général Section 81	283 555 960	185 525 049
82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat		
BUDGET GENERAL		
Budget de Fonctionnement		
Titre 2 - 82 Dépenses de personnel	133 914 000	40 207 000
Titre 3 - 82 Dépenses de fonctionnement	139 527 080	78 775 916
Titre 4 - 82 Transferts courants	1 867 301 000	1 867 301 000
Total Budget de Fonctionnement	2 140 742 080	1 986 283 916
TOTAL BUDGET GENERAL	2 140 742 080	1 986 283 916
Total Général Section 82	2 140 742 080	1 986 283 916
TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:	1 704 410 000 000	1 661 929 200 000

Ministère et par titre		Loi de finances rectificative pour l'année 2014			
		COURANTS			
- POUVOIRS PUBLICS					
21	Présidence de la République	0	20 000 000	168 000 000	188 000
22	Assemblée Nationale	0	0	0	
23	Commission Electorale Nationale Autonome	0	0	0	
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	0	0	0	
25	Conseil Constitutionnel	0	0	0	
27	Cour Suprême	0	0	0	
28	Cour des Comptes	0	0	0	
29	SENAT	0	0	0	
30	Primature	0	250 000 000	0	250 000
S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS		0	270 000 000	168 000 000	438 000
- MINISTERES					
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	0	199 000 000	0	199 000
32	Ministère des Forces Armées	0	0	0	
33	Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique	0	0	486 300 000	486 300
34	Ministère de la Justice	0	0	0	
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	0	6 000 000	0	6 000
36	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	0	0	0	
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	0	0	0	
38	Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance	0	8 000 000	0	8 000
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	0	0	0	
41	Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	0	0	50 000 000	50 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	0	0	0	
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	0	0	0	
44	Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	0	4 000 000	0	4 000
45	Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME	0	0	0	
46	Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie	0	0	0	
47	Ministère de l'Industrie et des Mines	0	0	0	
49	Min. Tourisme et Transp. Aériens	0	0	105 500 000	105 500
50	Ministère de l'Education Nationale	0	0	0	
52	Ministère des Sports	0	0	0	
53	Ministère de la Culture et de la Communication	0	0	0	
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	0	200 000 000	0	200 000
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne	0	0	0	
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	0	4 000 000	0	4 000
58	Min. Femme, Famille et Enfance	0	0	0	
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	0	4 000 000	0	4 000
60	Charges non Réparties	0	3 382 000 000	500 000 000	3 882 000

61	Ministère du Plan	0	0	0	
62	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	0	0	0	
63	Ministère des Postes et des Télécommunications	0	30 000 000	0	30 000 000
65	Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire	0	0	0	
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	0	0	0	
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	0	0	0	
80	Min. Promotion Bne Gouv. et Relations avec Inst.	0	0	0	
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	0	0	0	
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices de l'Etat	0	4 000 000	0	4 000 000
	S/TOTAL MOYENS DES SERVICES	0	3 841 000 000	1 141 800 000	4 982 800 000
	TOTAL GENERAL	0	4 111 000 000	1 309 800 000	5 420 800 000

En milliers de francs

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
		EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
21 Présidence de la République				
5 Investissements exécutés par l'état	1 672 304	0	393 190	2 065 4
6 Transfert en capital	16 524 000	0	0	16 524 0
Total Section:	18 196 304	0	393 190	18 589 4
22 Assemblée Nationale				
5 Investissements exécutés par l'état	0	0	330 000	330 0
6 Transfert en capital	530 000	0	0	530 0
Total Section:	530 000	0	330 000	860 0
24 Conseil Economique, Social et Environnemental				
6 Transfert en capital	750 000	0	0	750 0
Total Section:	750 000	0	0	750 0
25 Conseil Constitutionnel				
6 Transfert en capital	44 000	0	0	44 0
Total Section:	44 000	0	0	44 0
28 Cour des Comptes				
5 Investissements exécutés par l'état	125 000	0	0	125 0
Total Section:	125 000	0	0	125 0
30 Primature				
5 Investissements exécutés par l'état	640 000	7 500 000	1 673 000	9 813 0
6 Transfert en capital	8 709 500	0	0	8 709 5
Total Section:	9 349 500	7 500 000	1 673 000	18 522 5
31 Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur				
5 Investissements exécutés par l'état	3 985 330	0	1 107 000	5 092 3
6 Transfert en capital	1 800 000	0	0	1 800 0
Total Section:	5 785 330	0	1 107 000	6 892 3
32 Ministère des Forces Armées				
5 Investissements exécutés par l'état	24 936 000	0	0	24 936 0
6 Transfert en capital	2 855 100	0	0	2 855 1
Total Section:	27 791 100	0	0	27 791 1
33 Ministère de l'Intérieur et de la sécurité publique				
5 Investissements exécutés par l'état	13 920 325	400 000	72 000	14 392 3
6 Transfert en capital	2 580 000	0	0	2 580 0
Total Section:	16 500 325	400 000	72 000	16 972 3
34 Ministère de la Justice				
5 Investissements exécutés par l'état	2 760 000	893 000	1 200 000	4 853 0
6 Transfert en capital	400 000	0	0	400 0
Total Section:	3 160 000	893 000	1 200 000	5 253 0

En milliers de francs

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
35 Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public				
5 Investissements exécutés par l'état	979 260	0	0	979 260
6 Transfert en capital	90 000	0	0	90 000
Total Section:	1 069 260	0	0	1 069 260
37 Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les				
5 Investissements exécutés par l'état	395 354	0	0	395 354
6 Transfert en capital	35 000	0	0	35 000
Total Section:	430 354	0	0	430 354
38 Ministère de l'intégration Africaine, du NEPAD et de la Promotion de la Bonne Gouvernance				
5 Investissements exécutés par l'état	504 796	0	2 056 000	2 560 796
Total Section:	504 796	0	2 056 000	2 560 796
40 Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime				
5 Investissements exécutés par l'état	2 923 387	1 574 351	3 000 000	7 497 738
6 Transfert en capital	1 890 600	0	0	1 890 600
Total Section:	4 813 987	1 574 351	3 000 000	9 388 338
41 Ministère des Infrastructures, des Transports Terrestres et du Désenclavement				
5 Investissements exécutés par l'état	930 000	28 540 000	62 790 226	92 260 226
6 Transfert en capital	51 191 710	0	0	51 191 710
Total Section:	52 121 710	28 540 000	62 790 226	143 451 936
42 Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural				
5 Investissements exécutés par l'état	3 745 710	31 238 351	30 343 000	65 327 061
6 Transfert en capital	72 700 039	0	0	72 700 039
Total Section:	76 445 749	31 238 351	30 343 000	138 027 100
43 Ministère de l'Economie, des Finances et du plan				
5 Investissements exécutés par l'état	28 893 036	700 000	558 730	30 151 766
6 Transfert en capital	33 497 800	0	0	33 497 800
Total Section:	62 390 836	700 000	558 730	63 649 566
44 Ministère de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables				
5 Investissements exécutés par l'état	1 185 000	53 757 532	9 513 852	64 456 384
6 Transfert en capital	20 878 000	0	0	20 878 000
Total Section:	22 063 000	53 757 532	9 513 852	85 334 384
45 Ministère du Commerce, du secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME				
5 Investissements exécutés par l'état	998 925	500 000	1 430 000	2 928 925
6 Transfert en capital	4 738 071	0	0	4 738 071
Total Section:	5 736 996	500 000	1 430 000	7 666 996
46 Ministère du renouveau urbain, de l'habitat et du cadre de vie				
5 Investissements exécutés par l'état	547 868	1 000 000	500 000	2 047 868
6 Transfert en capital	4 481 000	0	0	4 481 000
Total Section:	5 028 868	1 000 000	500 000	6 528 868

En milliers de francs

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES	RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	INTERNES	EMPRUNTS	SUBVENTION	
	CP	PT	PT	PT+CP
47 Ministère de l'Industrie et des Mines				
5 Investissements exécutés par l'état	1 316 998	0	484 000	1 800 998
6 Transfert en capital	2 752 000	0	0	2 752 000
Total Section:	4 068 998	0	484 000	4 552 998
49 Ministère du Tourisme et des Transports Aériens				
5 Investissements exécutés par l'état	1 058 000	800 000	810 000	2 668 000
6 Transfert en capital	6 352 000	0	0	6 352 000
Total Section:	7 410 000	800 000	810 000	9 020 000
50 Ministère de l'Education Nationale				
5 Investissements exécutés par l'état	16 521 013	2 824 766	14 158 148	33 503 927
6 Transfert en capital	3 598 451	0	0	3 598 451
Total Section:	20 119 464	2 824 766	14 158 148	37 102 378
52 Ministère des Sports				
5 Investissements exécutés par l'état	2 470 000	0	2 870 000	5 340 000
6 Transfert en capital	1 000 000	0	0	1 000 000
Total Section:	3 470 000	0	2 870 000	6 340 000
53 Ministère de la Culture et de la Communication				
5 Investissements exécutés par l'état	643 000	0	1 045 000	1 688 000
6 Transfert en capital	14 966 000	0	0	14 966 000
Total Section:	15 609 000	0	1 045 000	16 654 000
54 Ministère de la Santé et de l'Action Sociale				
5 Investissements exécutés par l'état	19 400 132	6 686 000	12 448 659	38 534 791
6 Transfert en capital	13 086 020	0	0	13 086 020
Total Section:	32 486 152	6 686 000	12 448 659	51 620 811
55 Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la construction citoyenne				
5 Investissements exécutés par l'état	909 972	1 500 000	875 000	3 284 972
6 Transfert en capital	1 005 000	0	0	1 005 000
Total Section:	1 914 972	1 500 000	875 000	4 289 972
56 Ministère de l'Environnement et du développement durable				
5 Investissements exécutés par l'état	4 362 219	1 600 000	9 143 000	15 105 219
6 Transfert en capital	1 937 000	0	0	1 937 000
Total Section:	6 299 219	1 600 000	9 143 000	17 042 219
58 Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance				
5 Investissements exécutés par l'état	3 538 907	4 608 000	3 027 400	11 174 307
6 Transfert en capital	4 008 319	0	0	4 008 319
Total Section:	7 547 226	4 608 000	3 027 400	15 182 626
59 Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat				
5 Investissements exécutés par l'état	3 051 983	500 000	3 362 015	6 913 998
6 Transfert en capital	5 656 000	0	0	5 656 000
Total Section:	8 707 983	500 000	3 362 015	12 569 998

En milliers de francs

ANNEXE 5 Répartition des crédits de paiement et des prévisions de tirages par Pouvoir public ou Ministère et par titre	RESSOURCES INTERNES		RESSOURCES EXTERNES		TOTAL
	CP	PT	EMPRUNTS	SUBVENTION	PT+CP
			PT	PT	
60 Charges non Réparties					
5 Investissements exécutés par l'état	24 392 801	0	0	0	24 392 801
Total Section:	24 392 801	0	0	0	24 392 801
61 Ministère du Plan					
5 Investissements exécutés par l'état	809 493	0	0	0	809 493
6 Transfert en capital	1 280 000	0	0	0	1 280 000
Total Section:	2 089 493	0	0	0	2 089 493
62 Ministère de l'Elevage et des Productions Animales					
5 Investissements exécutés par l'état	3 472 163	3 610 000	1 959 000	0	9 041 163
6 Transfert en capital	1 949 000	0	0	0	1 949 000
Total Section:	5 421 163	3 610 000	1 959 000	0	10 990 163
63 Ministère des Postes et des Télécommunications					
5 Investissements exécutés par l'état	114 796	1 000 000	0	0	1 114 796
6 Transfert en capital	5 375 000	0	0	0	5 375 000
Total Section:	5 489 796	1 000 000	0	0	6 489 796
65 Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire					
5 Investissements exécutés par l'état	1 106 917	3 400 000	5 027 000	0	9 533 917
6 Transfert en capital	16 390 000	0	0	0	16 390 000
Total Section:	17 496 917	3 400 000	5 027 000	0	25 923 917
68 Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement					
5 Investissements exécutés par l'état	6 567 826	5 868 000	9 427 780	0	21 863 606
6 Transfert en capital	20 185 000	0	0	0	20 185 000
Total Section:	26 752 826	5 868 000	9 427 780	0	42 048 606
75 Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche					
5 Investissements exécutés par l'état	1 445 000	3 000 000	0	0	4 445 000
6 Transfert en capital	29 175 000	0	0	0	29 175 000
Total Section:	30 620 000	3 000 000	0	0	33 620 000
80 Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et des Relations avec les Institutions					
5 Investissements exécutés par l'état	70 970	0	0	0	70 970
Total Section:	70 970	0	0	0	70 970
81 Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation					
5 Investissements exécutés par l'état	77 418	0	0	0	77 418
6 Transfert en capital	23 220 000	0	0	0	23 220 000
Total Section:	23 297 418	0	0	0	23 297 418
82 Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat					
5 Investissements exécutés par l'état	0	15 700 000	1 096 000	0	16 796 000
6 Transfert en capital	18 898 488	0	0	0	18 898 488
Total Section:	18 898 488	15 700 000	1 096 000	0	35 694 488
Total Général:	575 000 000	177 200 000	180 700 000	0	932 900 000

Annexe 5 bis

Financement des dépenses d'investissement

En millions de FCFA

INTITULE DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENT						TOTAL	
	INTERIEURS (1)		EXTERIEURS (2)					
	ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS			
	AP	CP	FA	PT	FA	PT	AP+FA	CP+PT
Investissements	5 655 174	530 000	2 982 177	177 200	1 452 012	180 700	10 089 363	887 900

AP = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

CP = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

FA = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

PT = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

Budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

ANNEXE 8**ENCOURS HORS FMI ET DEPOT KOWEITIEEN DE LA DETTE PUBLIQUE
EXTERIEURE: FIN MARS 2014**

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS	ENCOURS
	AU 31.08.2010	AU 25.05.2011	AU 31.08.2011	AU 31.08.2012	AU 31.03.2014
Crédits multilatéraux	985,8	1 188,18	1 054,93	1193,37	1346,98
BIRD/IDA	492,82	524,82	575,28	633,88	715,52
BEI/FED/FND	9,97	16,79	19,09	18,17	19,44
BAD/FAD	97,47	173,26	173,66	215,51	261,65
OPEP/BADEA/BID/FASA	138,12	173,59	172,99	193,81	189,77
AUTRES	84,22	111,42	113,91	132	160,6
Crédits Bilatéraux	586,67	484,2	421,99	485,7	585,4
Pays de l'OCDE	207,32	169,13	157,25	179,05	238,98
Pays arabes	260,36	179,41	128,17	150,65	142,16
Autres	118,99	135,66	136,57	156	204,26
Dettes Commerciales	0,08	0	0		98,39
DONT GARANTIE	0,08	0	0		
Crédits à l'exportation				1,01	12,19
EUROBOND	90	227,7	228,14	260	238,22
Total	1 662,55	1 900,08	1 705,06	1940,08	2281,18

Source : DDP/DGCPT/MEF

ANNEXE 8 bis

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE AU 31 MARS 2014

Désignation	Montant
Découvert statutaire	0
FMI	170,85
Autres emprunts bancaires Banque Atlantique+ BIS	160
Dépôt Koweïtien	26,941
Bons du Trésor sur formules	3,1
Bons du Trésor en compte de dépôt	10
Bons du Trésor par adjudication	203,816
Obligations du Trésor par adjudication	385,356
Obligations par appel public à l'épargne	193,44
TOTAL	1153,503
Source : DDP/DGCPT/MEF	

ANNEXE 8 ter

SERVICES DE LA DETTE EXTERIEURE ET DE LA DETTE INTERIEURE

(Art 33 alinéa 2-5° de la loi organique)

En milliards de FCFA

Service prévisionnel 1ère LFR 2014	Principal	I & C	Total
Dettes extérieures			
Crédits Multilatéraux	61,09	24,75	85,85
dont BIRD/IDA/FIDA	34,35	14,13	48,48
BAD/FAD	4,90	3,77	8,67
OPEP/BADEA/BID	13,01	3,24	16,24
Autres	8,83	3,62	12,45
Crédits Bilatéraux	32,54	17,27	49,81
Pays de l'OCDE	13,29	9,63	22,92
Pays arabes	9,27	2,52	11,79
Autres	9,99	5,12	15,10
Eurobond	0,00	25,33	25,33
Intérêts/tirages futurs	0,00	0,00	0,00
SOUS TOTAL	93,64	67,35	160,99
dont Economies PPTE (pour mémoire)	11,91	4,03	15,94
dont Economies IADM (pour mémoire)	32,81	6,65	39,47
Dettes intérieures			
Rachats DTS/ FMI	20,60	2,71	23,31
Dépôt koweïtien	5,39	0,13	5,52
Obligations du Trésor par adjudication	147,03	25,78	172,81
Obligations du Trésor par appel public à l'épargne	19,20	12,85	32,05
Bons du Trésor par adjudication	87,85	0,00	87,85
Bons sur formules	2,35	0,00	2,35
Autres emprunts bancaires	8,26	6,60	14,87
Service prévisionnel pour les émissions de 2014	0,00	22,23	22,23
CDC Fonds des particuliers	0,00	0,70	0,70
SOUS TOTAL	290,68	70,99	361,67
TOTAL	384,31	138,34	522,65

Source : DDP/DGCPT/MEF